

ASSURANCE CONSTRUCTION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE
représentée par son Directeur

ADRESSE DU SOUSCRIPTEUR

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE – 55 B rue Gustave Flaubert – 76600 LE HAVRE

MAITRE D'OUVRAGE

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

ADRESSE DE L'OPÉRATION

55 B rue Gustave Flaubert – 76600 LE HAVRE

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

La prise d'effet du marché est fixée à la date de notification

Sous le contrôle de l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES, DES FRANCHISES ET DU COÛT TOTAL DE CONSTRUCTION
- RECONSTITUTION DE GARANTIE APRÈS SINISTRE
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES
- LITIGES
- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES CONDITIONS PARTICULIÈRES

- DOMMAGES OUVRAGE
- CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE en Prestation Supplémentaire Éventuelle

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet à la date d'ouverture de chantier, ou, le cas échéant, à la date de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification (adjonction ou suppression) au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

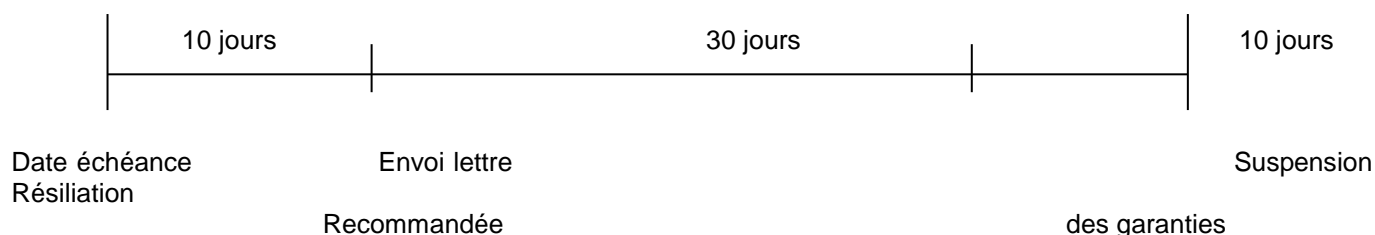
- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation provisionnelle** : La cotisation provisionnelle est payable à la souscription du contrat. Elle est calculée par application du ou des taux prévus dans l'acte d'engagement sur l'assiette de cotisation.
- **Cotisation de révision** : L'ajustement de cotisation est effectué après transmission, à l'assureur, de l'arrêté des comptes définitifs.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :



Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.

- **Règlements administratifs – Comptabilité Publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES, DES FRANCHISES ET DU COÛT TOTAL DE CONSTRUCTION

Les montants des garanties, des franchises ainsi que le coût total de construction évolueront proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

RECONSTITUTION DE GARANTIE APRÈS SINISTRE

En cas de sinistre, la garantie est diminuée du montant de l'indemnité, elle est dite « consommable ».

Les montants des garanties pourront être reconstitués sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction moyennant paiement d'une cotisation complémentaire.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ DANS LES CAS SUIVANTS

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR DANS LES CAS SUIVANTS

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « **COTISATION** » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ DANS LES CAS SUIVANTS

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT DANS LES CAS SUIVANTS

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- L'assuré s'engage à donner à avis à l'assureur de tous sinistres de nature à entraîner la garantie de l'assureur dans un délai de trente jours ouvrés.
- **Déclaration tardive** : La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'UN SINISTRE

En cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'assureur.

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant ;
- le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- l'adresse de la construction endommagée ;
- la date de réception ou, à défaut, la date de la première occupation des locaux ;
- la date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation ;
- si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur dispose d'un délai de dix jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants susvisés.

EXPERTISE

- **Evaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

A l'exception des sinistres relevant de la garantie Dommages ouvrage :

- **Tous sinistres autres que catastrophe naturelle** : Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai de 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.
- **Sinistre catastrophe naturelle** : Le délai d'indemnisation est de 3 mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies ou de la date de la publication de l'arrêté si elle est postérieure.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

AGRÉE EN ARCHITECTURE

Professionnel ne disposant pas du titre d'architecte mais autorisé, au titre de l'article 37 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 à s'inscrire à un Tableau régional de l'Ordre des Architectes. L'activité est exercée à titre libéral, associé, salarié, fonctionnaire ou agent public.

ARCHITECTE

Professionnel titulaire d'un diplôme d'architecture et inscrit à un Tableau régional de l'Ordre des Architectes en qualité d'Architecte. L'activité est exercée à titre libéral, associé, salarié, fonctionnaire ou agent public. L'exercice de cette activité doit être conforme aux dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977.

ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

Professionnel dont l'activité consiste à concevoir et/ou diriger l'exécution des aménagements intérieurs et/ou décoratifs. L'architecte d'intérieur ne peut réaliser, dans le cadre de son activité, des missions de maîtrise d'œuvre concernant les fondations, l'ossature, le clos et le couvert.

ARCHITECTE PAYSAGISTE

Professionnel dont l'activité consiste à concevoir et/ou réaliser des aménagements paysagers.

ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'atteinte à l'environnement s'entend comme étant :

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,

La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage qui résultent d'un événement soudain et imprévu et qui ne se réalisent pas de façon lente, graduelle et progressive.

ATTESTATION D'ASSURANCE

Le souscripteur devra produire pour chaque constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code civil, ainsi que pour le contrôleur technique, une attestation d'assurance de responsabilité décennale, annuelle ou nominative de chantier, conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016, signée par l'assureur ou par une personne identifiée qu'il a mandatée.

Dans tous les cas, elle doit comporter les informations suivantes :

- La dénomination sociale et adresse de l'assuré,
- Le numéro de SIRET ou SIREN ou le numéro de TVA intra-communautaire,
- Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- Le numéro du contrat ;
- La période de validité de l'attestation.

Devront également figurer sur l'attestation :

- Les activités ou missions garanties correspondant aux lots exécutés par l'intervenant concerné.
- La mention que les travaux garantis sont ceux ayant fait l'objet d'une DOC pendant la période de validité de l'attestation, cette période devant correspondre à l'opération assurée.
- La territorialité garantie devra correspondre à celle de l'opération assurée.
- Le coût des opérations de construction autorisé sachant que cela doit être le coût total de construction HT tous corps d'état (honoraires compris ou non à préciser) déclaré par le maître d'ouvrage et correspondant à l'opération assurée.
- La nature des travaux, produits et procédés de construction couverts et devant correspondre à ceux mis en œuvre pour l'opération assurée.
- La nature de la garantie qui devra viser la responsabilité décennale instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour les travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du code des assurances. La garantie doit couvrir les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.
- La mention que la garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil et qu'elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.
- Le montant de la garantie doit, pour les ouvrages d'habitation, couvrir le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
- Le montant de la garantie doit, pour les ouvrages hors habitation, couvrir le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances, soit 150M €.

AVOISINANTS

Ce sont les constructions contiguës, mitoyennes ou voisines de l'opération de construction désignée au contrat, existant avant l'ouverture du chantier dont l'assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni occupant.

BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES (BET)

Professionnel de la construction dont l'activité consiste à réaliser des études techniques nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. A ce titre, il réalise tout ou partie des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

CHANTIER

Lieu d'édification de l'ouvrage définitif.

COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)

Professionnel dont l'activité consiste à assurer la coordination d'un chantier afin de garantir la sécurité des intervenants de l'opération de construction.

CONSTAT D'HUISSIER

Procès-verbal dressé par un huissier de justice, à la demande de l'assuré, exclusif de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter, et comportant la constatation purement matérielle de l'état des ouvrages visités avant tous travaux. Ces constatations font foi jusqu'à preuve contraire.

CONSTRUCTEURS

Toute personne mentionnée à l'article 1792-1 du Code civil.

RÉALISATEURS

L'ensemble des constructeurs désignés aux conditions particulières ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article 1792-1 du code civil et sont liés, à ce titre, au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

CONTRAT DE LOUAGE D'OUVRAGE

Contrat par le biais duquel le maître de l'ouvrage fait appel à une ou plusieurs entreprises pour construire, sur un terrain lui appartenant, un ouvrage suivant un plan qu'il fournit, après l'avoir commandé à un maître d'œuvre. Ce type de contrat est régi par l'article 1779 du Code Civil.

CONTRÔLE TECHNIQUE (MISSIONS)

Les missions de contrôle technique les plus courantes sont :

ATHAND : Attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées

AV : Stabilité des ouvrages avoisinants

L : Solidité des ouvrages indissociables

LP : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables

P1 : Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

PS : Solidité des personnes dans les constructions en cas de séisme

LE : Solidité des existants

PV : Récolement des PV COPREC des installations techniques

S : Sécurité des personnes dans les constructions

SH : Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation

STI-b : Sécurité des personnes dans les bâtiments à usage de bureaux

SEI : Sécurité des personnes dans les établissements recevant du public

HAND : Accessibilité des personnes handicapées

BRD : Passage de brancard

TH : Isolation thermique et économie d'énergie des constructions

PH : Isolation acoustique

PHh : Isolation acoustique dans les bâtiments d'habitation

F : Fonctionnement des installations

GTB : Gestion Technique des Bâtiments

ENV : Environnement

HYSH et HYSA : Hygiène et sécurité dans les constructions d'habitation et autres bâtiments

VIEL : Vérification initiale des installations électriques

CONTRÔLEUR TECHNIQUE

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

COPREC

Confédération des Organismes indépendants tierce partie de Prévention, de Contrôle et d'inspection.

COÛT TOTAL DE CONSTRUCTION

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code. En aucun cas ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

DÉCLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER

Document permettant de signaler le commencement des travaux (appelé communément DOC ou DROC).

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou perte d'une chose ou substance.

DOMMAGES IMMATÉRIELS

Tout préjudice pécuniaire résultant, soit de la privation de jouissance d'un droit, soit de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, soit de la perte d'un bénéfice ou d'une exploitation.

ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT

Éléments d'un ouvrage assurant une fonction autre que de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

EXISTANTS

Parties anciennes d'une construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux.

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré.

INDICE

Valeur destinée à actualiser les garanties et la cotisation du contrat.

INGÉNIEUR CONSEIL

Personne physique ou morale délivrant, à la demande du maître de l'ouvrage, un conseil sur la construction réalisée.

IMPROPRIÉTÉ À DESTINATION

Il y a impropriété à destination lorsque l'ouvrage ne remplit pas la vocation à laquelle il était destiné lors de sa construction.

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

La personne, physique ou morale, désignée aux conditions particulières, qui conclut avec les réalisateurs les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé des fonctions architecturales, techniques et économiques. Il reçoit mission du maître de l'ouvrage de concevoir l'ouvrage, de diriger et contrôler l'exécution des travaux et de l'assister et le conseiller lors de leur réception et leur règlement.

MARCHÉ DE TRAVAUX

C'est l'acte qui constate la convention intervenue entre l'entrepreneur, réalisateur de l'ouvrage, et celui pour lequel l'ouvrage est fait.

MISSION DES ARCHITECTES

ESQ : Esquisses
APD : Avant-Projet Définitif
DCE : Dossiers de consultation des entreprises
VISA : Ratification des plans d'entreprise
AOR : Assistance aux Opérations de Réception
OPC : Ordonnancement, pilotage, coordination

APS : Avant-Projet Sommaire
PRO : Projet
ACT : Assistance aux Contrats de Travaux
DET : Direction dans l'Exécution des contrats de Travaux
DOE : Dossier des Ouvrages Exécutés

MISSION DES BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES – ÉTUDE DE SOLS

G1 : Etudes géotechniques préalables

G1 ES : Etude de site

G1 PGC : Principes généraux de Construction

G2 : Etude géotechnique de conception

G2 AVP : Avant-projet

G2 PRO : Phase projet

G2 DCE/ACT : Dossier consultation des entreprises

G3 : Etude et suivi géotechnique d'exécution

G4 : Supervision géotechnique d'exécution

G5 : Diagnostic géotechnique

OPÉRATION DE CONSTRUCTION

L'ensemble des travaux afférents aux ouvrages et éléments d'équipement, ainsi que tous les travaux accessoires nécessaires à la desserte des ouvrages qui font l'objet des garanties du contrat.

RÉCEPTION

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du code civil.

RÉFÉRÉ PRÉVENTIF

En cas de présence d'avoisinants, l'assuré pourra faire réaliser une expertise contradictoire de leur état, préalablement au démarrage des travaux.

En cas de refus des occupants ou propriétaires des constructions avoisinantes, l'assuré pourra saisir le juge compétent en référé afin qu'un expert soit désigné judiciairement et procède à une expertise contradictoire.

SINISTRE

La survenance d'un dommage ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur.

Constituent un seul et même sinistre les dommages résultant d'une même cause technique initiale.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale désignée aux conditions particulières, qui fait réaliser des travaux de bâtiment et qui contracte avec l'assureur.

TENTATIVE DE VOL (CHAPITRE TOUS RISQUES CHANTIER)

La constatation de plusieurs faits constituant des indices sérieux et convergents qui rendent vraisemblable l'intention de leurs auteurs de commettre un vol. Les indices peuvent consister en des traces matérielles relevées sur le bien assuré.

TIERS

Toutes personnes autres que le ou les assurés.

TRAVAUX DE TECHNIQUES COURANTES

Sont considérés comme des travaux de techniques courantes les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Les travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN) ou à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
- Les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - D'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observations par la C2P
- Les procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard, au jour de la réception :
 - D'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATE) avec avis favorable.

Les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P (mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction) et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont listés dans la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Pour tous les travaux ne répondant pas à cette définition, le souscripteur devra produire une attestation de responsabilité décennale spécifique de chantier portant l'ensemble des mentions conformes et reprenant les éléments suivants :

- Adresse du chantier
- Nom du maître de l'ouvrage
- Date de DOC
- Montant du marché de l'entreprise
- Coût de la construction déclarée HT
- Nature des travaux de l'entreprise
- Procédés, produits mis en œuvre

VOL (CHAPITRE TOUS RISQUES CHANTIER)

Soustraction frauduleuse du bien assuré au sens de l'article 311-1 du code pénal.

2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

INFORMATIONS SUR L'OPÉRATION ET LES INTERVENANTS

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

↳ La réalisation des travaux de relocalisation des activités du SMR, actuellement dans le bâtiment Soret (site Flaubert) et du SSR Cardio-pneumo, actuellement sur le site de Jacques Monod.

NATURE DE L'OPÉRATION

La construction assurée est une construction neuve

oui ☒ non ☐

La construction assurée est une rénovation/réhabilitation, extension

oui ☐ non ☒

MAITRE D'OUVRAGE

Au titre de l'opération assurée, le maître d'ouvrage est le GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE.

PERMIS DE CONSTRUIRE

NUMÉRO DE PERMIS

↳ PC 076 341 23 C0004-M01

DATE DE DÉLIVRANCE

↳ 08/11/2024

AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE

↳ Préfet

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉCLARATION D'OUVERTURE DU CHANTIER

↳ 01/04/2025

DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉBUT DES TRAVAUX

↳ 01/05/2025

DATE PRÉVISIONNELLE DE RÉCEPTION DES TRAVAUX

↳ 01/12/2026

DURÉE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX

↳ 22 mois

COÛT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION

COÛT PRÉVISIONNEL TOTAL (HONORAIRES+TRAVAUX)

€ 25 749 930 € HT

1 - DONT COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

€ 23 300 000 € HT (hors espaces verts)

2 - DONT COÛT PRÉVISIONNEL DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES

€ 2 449 930 € HT

2.1 - DONT COÛT PRÉVISIONNEL DE MAITRISE D'ŒUVRE (architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'études techniques)

€ 2 400 000 € HT

2.2 - DONT COÛT PRÉVISIONNEL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

€ 21 840 € HT

2.3 - DONT COÛT PRÉVISIONNEL D'ÉTUDE DE SOL

€ 28 450 € HT

ASSUJETTISSEMENT À LA TVA

L'opération assurée est-elle assujettie à la TVA

oui ☒ non ☐

IMMIXTION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage déclare n'exécuter, sur l'opération faisant l'objet des garanties du contrat, aucuns travaux et n'assumer aucune mission de

- Maîtrise d'œuvre
- Bureau d'étude
- Ingénieur-conseil
- Contrôleur technique
- Réalisation de travaux

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION

La construction assurée est située sur une zone relevant d'un PPRI

oui ☐ non ☒

SOLS ARGILEUX

La construction assurée est située en zone à aléa fort ou moyen de retrait/gonflement des argiles selon la carte départementale BRGM

oui ☐ non ☒

AVOISINANTS

La construction assurée a des avoisinants

oui ☐ non ☒

EXISTANTS

L'opération assurée comporte des travaux sur existants

oui ☒ non ☐

Si oui, préciser

↳ Bouclage de l'alimentation électrique au réseau interne du GHH

RÉFÉRÉ PRÉVENTIF

A-t-il été procédé à un référé préventif sur les immeubles avoisinants

oui ☐ non ☒

TECHNIQUES MISES EN OEUVRE

L'opération assurée ne fait appel qu'à des travaux de technique courante

oui ☒ non ☐

ARCHITECTES – MAITRES D'OEUVRE

ARCHITECTES – MAITRES D'OEUVRE

↳ SAS GROUPE 6

ASSURANCE RC DÉCÉNNALE

↳ MAF – Contrat n°131474/B

MISSION DES ARCHITECTES ET MAITRES D'OEUVRE

↳ MOE – OPC – G2 PRO – Signalétique

CONTRÔLEUR TECHNIQUE

NOM ET ADRESSE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

➤ DEKRA

ASSURANCE RC DÉCÉNNALE

➤ SMA SA – Contrat n°H98143W 7352000/2 148140

TYPE DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

➤ Missions de base : L – SEI

➤ Missions complémentaires : HAND – Pha – TH – VIEL – Accessibilité – Réglementation thermique

COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

➤ QUALICONSLT – 58 Rue du Général Chanzy – 76 600 Le Havre

ÉTUDES GÉOTECHNIQUES

NOM ET ADRESSE DU BUREAU D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUES

➤ GEOLIA

ASSURANCE RC DÉCÉNNALE

➤ SMABTP – Contrat n° 7302000 471592

MISSIONS GÉOTECHNIQUES

➤ G2 AVP – G2 PRO – G5

DOMMAGES OUVRAGE

L'ASSURÉ

Les assurés sont :

- Le maître de l'ouvrage,
- Les propriétaires successifs de l'ouvrage au bénéfice desquels est souscrit le contrat.

ASSIETTE DE COTISATION

Il est précisé que l'assiette de cotisation est constituée par le montant HT des travaux y compris voiries et réseaux divers – **hors espaces verts, mobiliers, couches d'usure, équipements spécifiques dont la fonction exclusive est de permettre une activité professionnelle au sens de l'article 1792-7 du Code civil** – augmentée des honoraires des géotechniciens, architectes, bureaux d'études techniques, contrôleur technique à **l'exception des honoraires du coordonnateur SPS**.

GARANTIE DOMMAGES OUVRAGE OBLIGATOIRE

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

POINT DE DÉPART ET DURÉE DE LA GARANTIE DOMMAGES OUVRAGE OBLIGATOIRE

La période de garantie est précisée aux conditions particulières ; elle commence au plus tôt, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.

Toutefois, elle garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :

- avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations de réparer ;
- après la réception, et avant l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse.

MONTANT DE LA GARANTIE DOMMAGES OUVRAGE OBLIGATOIRE

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Pour les constructions destinées à un usage autre que l'habitation, la garantie peut être limitée au montant du coût total de construction déclaré aux conditions particulières ou à un montant inférieur au coût total de construction déclaré aux conditions particulières, si ce coût est supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances, sans toutefois pouvoir être inférieur à ce dernier montant.

Le montant de garantie est revalorisé selon les modalités prévues aux dispositions générales, pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Les dispositions générales précisent les modalités de reconstitution de la garantie après sinistre.

GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

BON FONCTIONNEMENT DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Par éléments d'équipement s'entendent tous ceux qui équipent la construction pour la rendre utilisable, à l'exception des éléments d'équipements dont la fonction exclusive est de permettre une activité professionnelle (article 1792-7 du Code Civil).

Sont exclus :

- les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de construction ou de vente du bâtiment ;
- les éléments d'équipement, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage au sens de l'article 1792-7 du Code civil.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS APRÈS RÉCEPTION DES TRAVAUX

La garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire ou les occupants de l'ouvrage consécutifs à un dommage matériel garanti par le contrat.

DOMMAGES AUX EXISTANTS

La garantie s'applique aux dommages matériels subis par les existants qui :

- d'une part, sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs réalisés dans le cadre de l'opération de construction,
- d'autre part, compromettent la solidité des existants ou les rendent impropres à leur destination

POINT DE DÉPART ET DURÉE DES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT

La garantie commence au jour de la réception de l'ouvrage. Elle prend fin à l'expiration d'une durée de deux ans à compter de la réception de l'ouvrage au sens de l'article 1792-3 du Code Civil.

GARANTIE DES DOMMAGES IMMATÉRIELS

La garantie suit la même période de garantie que la garantie principale : dommages ouvrage obligatoire, bon fonctionnement, ou dommages aux existants à laquelle elle est rattachée.

GARANTIE DES DOMMAGES AUX EXISTANTS

La garantie commence au plus tôt au jour de la réception l'ouvrage. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

EXPERTISE ET AVANCES RELATIVES AUX MESURES CONSERVATOIRES DE SAUVEGARDE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de la déclaration de sinistre, sauf s'il entend faire application de l'alinéa 3 du présent article.

Dans un délai maximum de soixante jours courant à compter de la déclaration de sinistre, l'assureur devra en tout état de cause notifier à l'assuré sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu de sa garantie, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte s'il y a lieu des dépenses précédemment engagées par l'assuré au titre des mesures conservatoires.

Faute pour l'assureur de respecter ce délai, sur simple notification faite à l'assureur, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le préjudice déclaré, et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de l'expert.

L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- il évalue le dommage à un montant inférieur au ticket modérateur ou ;
- la mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

En cas de non-respect de ces règles, c'est-à-dire si à l'issue du délai maximum de soixante jours courant à compter de la déclaration de sinistre l'assureur n'a pas notifié à l'assuré sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat, ou si son refus n'est pas motivé, l'assuré pourra saisir en référé le président du tribunal de grande instance compétent afin qu'il en connaisse. Les frais et dépens resteront à la charge de l'assureur.

PAIEMENT DE LA COTISATION PROVISIONNELLE

La cotisation provisionnelle est calculée par application du taux prévu par l'assureur sur le coût total de construction prévisionnel.

Cette cotisation est payée par l'assuré après envoi de l'appel de cotisation adressé par l'assureur.

PAIEMENT DE LA COTISATION DE RÉGULARISATION

La cotisation de régularisation constitue l'ajustement calculé sur la base du coût total de construction définitif, adressé dans les six mois de l'arrêté des comptes définitifs, détaillé par corps d'état et faisant apparaître les honoraires ainsi que le montant des travaux supplémentaires éventuels.

Pour permettre le calcul de cette cotisation de régularisation, l'assuré fournira :

- ↳ le rapport final du contrôleur technique,
- ↳ les procès-verbaux de réception et, éventuellement, les certificats de levée des réserves,
- ↳ la déclaration de fin de travaux avec l'indication du montant définitif des travaux.

INFORMATIONS DES ACQUÉREURS SUCCESSIFS

EN CAS DE TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Lors de tout transfert de propriété quel qu'en soit le motif, l'assuré s'engage :

- A communiquer au nouveau propriétaire bénéficiaire des garanties, un exemplaire du contrat,
- A informer plus particulièrement ce dernier de l'existence d'une franchise éventuelle.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES DE GARANTIE

| | MONTANT ÉPUISSABLE DES GARANTIES | FRANCHISE PAR SINISTRE |
|--|---|------------------------|
| GARANTIE DOMMAGES OUVRAGE OBLIGATOIRE | | |
| Dommages-ouvrage obligatoire | A hauteur du coût total de la construction | Néant |
| GARANTIES COMPLÉMENTAIRES | | |
| Bon fonctionnement des éléments d'équipement | 20% du coût total de la construction avec un maximum de 5.000.000 € | Néant |
| Dommages immatériels consécutifs après réception des travaux | 10% du coût total de la construction avec un maximum de 2.500.000 € | Néant |
| Dommages aux existants | 5% du coût total de la construction avec un maximum de 1.250.000 € | Néant |

EXCLUSIONS

Conformément à l'article A243-1 du Code des assurances, sont exclus de la garantie Dommages ouvrages obligatoire les dommages résultant exclusivement :

- Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré,
- Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,
- De la cause étrangère.

En complément des exclusions applicables à la garantie Dommages ouvrages obligatoire, sont exclus, pour les garanties complémentaires, les dommages résultant exclusivement :

- Des conséquences de la guerre civile ou étrangère,
- De toute source de rayonnements ionisants utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement,
- Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- De tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.
- Des amendes, astreintes et pénalités de retard,
- Des économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
- De la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique,
- De l'inobservation délibérée et consciente ou inexcusable des règles de l'art telles qu'elles sont définies dans les règlements, les documents techniques unifiés ou les normes établies par des organismes compétents à caractère officiel ou, à défaut, par la profession, ou dans le marché de travaux concerné lorsque cette inobservation est imputable à l'assuré.

CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE (Prestation Supplémentaire Éventuelle)

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Le présent intercalaire respecte :

- Les dispositions du Décret n° 2008-1466 du 22 décembre 2008 portant diverses dispositions relatives aux contrats d'assurance de constructions à usage autre que l'habitation.
- Les dispositions des préconisations professionnelles relatives au contrat collectif de responsabilité décennale (émanant de la FFSA) et datées du 18 décembre 2008 (circulaire 61/2008 du 19 décembre 2008),
- Le référentiel indicatif d'aide à la souscription et à la gestion d'un contrat collectif de responsabilité décennale (émanant de la FFSA) et daté du 5 octobre 2009 (circulaire 62/2009).

LES ASSURÉS

Le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale est souscrit au bénéfice de toutes les personnes assujetties à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale :

- les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil,
- le contrôleur technique au sens de l'article L111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation,
- les fabricants d'EPERS.

ASSIETTE DE COTISATION

Il est précisé que l'assiette de cotisation est constituée par le montant HT des travaux y compris voiries et réseaux divers – **hors espaces verts, mobiliers, couches d'usure, équipements spécifiques dont la fonction exclusive est de permettre une activité professionnelle au sens de l'article 1792-7 du Code civil** – augmentée des honoraires des géotechniciens, architectes, bureaux d'études techniques, contrôleur technique à **l'exception des honoraires du coordonnateur SPS**.

DURÉE DES GARANTIES

La garantie commence à la réception de l'ouvrage et prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans.

OBJET DU CONTRAT

Le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale est souscrit pour le compte des intervenants à l'opération de construction désignée aux conditions particulières et permet à ses bénéficiaires de satisfaire à l'obligation d'assurance en complément d'un ou plusieurs contrats d'assurance garantissant individuellement leur responsabilité dans la limite des plafonds fixés dans ce ou ces contrats (cf. article R243-1 du Code des assurances).

Il a pour objet d'apporter à ses assurés un complément de montant de garantie pour couvrir le paiement des travaux de réparation des dommages engageant la responsabilité décennale d'un ou de plusieurs de ces intervenants.

Il intervient à partir d'un seuil de déclenchement déterminé, fixé contractuellement et qui constitue **une franchise absolue, opposable à tous**.

Le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale n'a pas pour objet de pallier une absence, une défaillance ou une insuffisance d'assurance et/ou de montant de garantie des contrats de responsabilité décennale des 1ères lignes.

MONTANT DE LA GARANTIE

Au titre du contrat collectif

Le montant de garantie apportée par le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale est conforme au nouvel article R.243-3 du Code des assurances qui précise que le montant de garantie ne peut être inférieur, pour l'ouvrage, au coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage.

Le coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage, tel que visé à l'article R.243-3 – I du Code des assurances, s'entend **au minimum** du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération désignée aux conditions particulières, y compris honoraires (toutes taxes comprises sauf si le bénéficiaire de l'indemnité peut récupérer la TVA).

Du montant de la garantie délivrée par le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale sont déduits les montants de garantie des contrats de 1ères lignes tels que fixés par le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Au titre des contrats d'assurance responsabilité décennale de 1ères lignes

Les montants de garanties imposés au titre des 1ères lignes de chaque assuré ou seuils de déclenchement du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale sont de :

- 10 millions d'euros pour la catégorie des traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre,
- 6 millions d'euros pour la catégorie des autres traitants directs,
- 3 millions d'euros pour la catégorie des traitants non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureau d'étude, Bureau de contrôle, Constructeur non réalisateur...) et pour les fabricants d'EPERS.

Ces montants s'entendent par sinistre.

L'assureur, titulaire du présent marché, produira une attestation qui mentionnera :

- Le numéro du contrat,
- La description de l'opération,
- Le montant des garanties,
- Le nom de l'ensemble des bénéficiaires et l'indication, en regard, du montant exigé au titre de leur contrat de 1^{ère} ligne.

Les montants indiqués constituent une franchise absolue pour l'assureur CCRD et un engagement maximal pour les assureurs de 1ères lignes des assurés, y compris de leurs sous-traitants au titre du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Le seuil d'intervention du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale est identique pour les traitants directs d'une même catégorie et unique pour un traitant et ses sous-traitants de tous rangs.

Le cas des groupements d'entreprise

En cas de lot dévolu à un groupement momentané d'entreprises (GME), conjoint ou solidaire, l'engagement du ou des assureurs des membres du groupement à l'occasion d'un sinistre de nature décennale, n'excède pas le montant de garantie fixé par le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale si le lot avait été confié à une seule entreprise.

Les garanties apportées par le groupement sont au moins équivalentes à ce qui serait apporté si le lot avait été confié à une seule entreprise.

En cas d'intervention d'un groupement, le seuil de déclenchement est unique pour l'ensemble des membres du groupement et chaque membre doit apporter un montant de garantie égal à ce seuil.

Revalorisation des montants de garantie

Conformément aux clauses types applicables aux contrats d'assurance de responsabilité, les montants garantis sont revalorisés selon les modalités prévues aux conditions particulières.

Dans le cas de mise en place d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale, il est acté que l'indice de revalorisation à retenir est identique pour les contrats de 1ères lignes et le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (*à savoir l'index national bâtiment " tous corps d'état " BT01*).

Les montants de garantie sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date d'ouverture de chantier et celle du règlement du sinistre.

RENONCIATION À RECOURS

Pour le règlement du sinistre, l'assureur CCRD intervient en complément des montants de garantie de base des traitants directs à partir du seuil de déclenchement fixé au CCRD, sans se préoccuper des responsabilités techniques et des montants de garantie des éventuels sous-traitants.

L'intervention de l'assureur CCRD, au titre de la responsabilité d'une entreprise traitante directe et de ses sous-traitants, est égale au montant que l'assureur CCRD aurait payé si l'entreprise traitante directe n'avait pas sous-traité.

Il est précisé que lorsque les sous-traitants n'ont pas la qualité d'assurés, ils bénéficient de la mise en jeu du CCRD en ce qu'il doit prévoir une clause de renonciation à recours à l'encontre des sous-traitants et de leurs assureurs.

GARANTIES DU CONTRAT

| | MONTANT ÉPUISABLE DES GARANTIES |
|---|---------------------------------|
| Garantie des dommages à l'ouvrage : - Dommages matériels | Coût total de la construction |

PAIEMENT DE LA COTISATION

Le règlement de la cotisation est pris en charge par le maître d'ouvrage sans réimputation aux entreprises.

ANNEXES

- Descriptif des travaux (Cahiers de clauses techniques particulières, Décomposition du prix global et forfaitaire)
- Jeu de plans (plans de situation, de masse, de niveaux, de façades et de coupes)
- Convention de maîtrise d'œuvre
- Convention de contrôle technique
- Rapport initial du contrôleur technique
- Rapport du bureau d'étude de sol
- Planning des travaux
- Plan général de coordination (PGC) du coordinateur Sécurité Protection de la Santé (SPS)
- Attestations Responsabilité civile décennales pour les intervenants connus